

Réseau des points focaux de gouvernement du Mouvement SUN :

Rapport de la 15^e réunion, du 1^{er} au 5 septembre 2014



La 15^e réunion du Réseau de points focaux des gouvernements du Mouvement SUN a eu lieu entre le 1^{er} et le 5 septembre 2014. Il s'agissait d'une réunion de deux heures centrée sur neuf téléconférences dont cinq étaient en anglais, trois en français et une en espagnol.

Il y avait en tout 252 participants venant de 45 pays [Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, El Salvador, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée-Bissau, Guinée Conakry, Indonésie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Pakistan, Pérou, Philippines, Rwanda, République démocratique populaire lao, République démocratique du Congo, République kirghize, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sud-Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Togo, Ouganda, Zambie. Les délégués des pays suivants n'ont pas pu y prendre part : Éthiopie, Haïti, Liberia, Myanmar, Nigeria, République du Congo, Vietnam, Yémen, Zimbabwe et État du Mahārāshtra (Inde). Au total, 45 % des participants étaient des fonctionnaires, 29 % provenaient d'entités des Nations Unies, 16 % des organisations de la société civile et du monde universitaire et 4 % des agences de donateurs bilatéraux.

L'ordre du jour de la réunion était le suivant : 1) Débat thématique : Forces et défis liés au cadre de suivi et d'évaluation de SUN et des ateliers d'auto-évaluation ; 2) Communications importantes du Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) à l'intention des pays : état d'avancement du rapport annuel 2013 - 2014 du Mouvement SUN ; nouvelles sur la préparation de l'Assemblée mondiale 2014 du Mouvement SUN et de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2)

<p>1) Débat thématique : Forces et défis liés au cadre de suivi et d'évaluation de SUN et des ateliers d'auto-évaluation :</p>

L'exercice de suivi 2014 s'appuie sur le cadre de suivi et évaluation du Mouvement SUN, publié en 2013. Pour la première fois, 37 pays du Mouvement SUN ont mené des auto-évaluations à l'aide du matériel d'orientation fourni par le Secrétariat, et ont rempli un tableau récapitulatif de leur progrès. Les résultats ont été compilés et utilisés pour élaborer le recueil 2014 des profils de pays inclus dans le rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN (le profil de chaque pays lui a été envoyé accompagné d'une note méthodologique complète).

Les participants à la prochaine réunion du Réseau des pays SUN ont été invités à réfléchir sur la pertinence de cet exercice et de déterminer en quoi il est adéquat pour évaluer le fonctionnement des plates-formes multi-acteurs (MSP) dans leur pays. L'objectif de la discussion est d'alimenter et d'adapter le système de suivi du Mouvement SUN en 2015 pour qu'il reflète au mieux les progrès accomplis, les défis et les attentes des pays SUN à mesure qu'ils avancent vers la réalisation des quatre objectifs stratégiques de SUN.

Les participants à la réunion ont été invités à examiner les questions suivantes :

1. Que pensez-vous du format d'auto-évaluation et d'élaboration du rapport de la réunion de la MSP, et de la clarté des outils utilisés pour guider votre équipe lors de la réunion (notes de l'animateur, affiches, instructions de groupe et format final du rapport) ?

2. Tous les 21 marqueurs de progrès semblent-ils pertinents et utiles pour évaluer l'existence des éléments, le fonctionnement et les activités de la plate-forme ? Leur définition et le langage utilisé sont-ils clairs ? Existe-t-il un autre indicateur important qui est absent ?
3. L'échelle de notation de 0 à 4 (0 (ne s'applique pas) 1 (lancé) 2 (en cours) 3 (presque achevé) 4 (achevé)) est-elle appropriée à votre situation et vous permet-elle de mesurer adéquatement les progrès accomplis au regard des différents marqueurs ?
4. Aimerez-vous donner la priorité à 4 ou 5 marqueurs de progrès sur lesquels vous souhaitez progresser avant l'année prochaine et sur lesquels votre pays est prêt à concentrer ses efforts ?
5. Quels progrès aimeriez-vous mettre en évidence dans les quatre processus stratégiques SUN depuis votre atelier d'auto-évaluation ?

Vue d'ensemble des réactions des pays au cours de l'appel-pays du Réseau des pays SUN :

- Les pays trouvent le **cadre utile et pertinent**.
- Les pays ont estimé que le **format de la réunion d'évaluation a été utile** et que les réunions se sont bien déroulées. Le processus **a aidé à amener plus de membres dans les plates-formes multisectorielles**, a encouragé la formation de groupes de réseaux / parties prenantes et a permis d'identifier des priorités communes.
- Les pays ont suggéré que les **réseaux pourraient prendre un certain temps pour se préparer en examinant leur propre performance dans la perspective** de la réunion principale.
- Les pays ont **jugé les vingt et un marqueurs de progrès pertinents** ; toutefois, les « derniers » marqueurs de progrès pourraient être mieux expliqués. **Tous les marqueurs de progrès pourraient être définis plus simplement**.
- Certains pays aimeraient **ajouter des marqueurs de progrès pour évaluer les capacités et le renforcement des capacités ainsi que la mise en œuvre et l'opérationnalisation**.
- **L'échelle de notation doit davantage être clarifiée**. Certains pays ont noté qu'un **niveau supplémentaire relatif à la « durabilité » pourrait être utile** pour garantir une action continue.
- Les **pays considèrent cette année comme une année de référence** car c'était la première fois d'entreprendre une évaluation.
- **Les pays ont noté un large éventail de priorités découlant des marqueurs de progrès**. Le SMS a présenté ces marqueurs de progrès dans une matrice jointe au présent résumé. Les priorités des pays semblent être axées sur :
 - le processus 1 (amener les parties prenantes dans un espace commun) et plus particulièrement sur les marqueurs de progrès (1.1) Sélectionner / Développer des mécanismes de coordination et (1.2) Coordonner en interne et élargir la base d'adhésion.
 - le processus 3 (cadre commun des résultats pour le plan national nutrition) et plus particulièrement sur les marqueurs de progrès (3.2) Traduire la politique / le cadre juridique en un cadre commun résultats (CRF) pour optimiser l'impact de la nutrition ; (3.3) Organiser la mise en œuvre du CRF et (3.4) Gérer et suivre la mise en œuvre du CRF.
 - le processus 4 (suivi financier et mobilisation des ressources) et plus particulièrement sur les marqueurs de progrès (4.1) Évaluer la faisabilité financière ; (4.2) Effectuer le suivi des

dépenses et en rendre compte de façon transparente et (4.3) Renforcer et aligner les ressources (y compris en prenant en compte les écarts de financement).

Cette matrice devrait vous aider à garder en mémoire vos propres priorités et d'informer le Mouvement SUN. Vous serez invité à établir régulièrement un rapport sur vos priorités et à partager vos progrès avec d'autres pays au sein du Mouvement.

- Le Secrétariat du Mouvement SUN tiendra compte de ces commentaires et **procédera à un examen des documents le mois prochain**. Il sera particulièrement important d'utiliser un langage clair.

Progrès réalisés par les pays

Les pays ont fourni des informations à jour sur les progrès enregistrés au cours des deux derniers mois en ce qui concerne les quatre processus stratégiques du Mouvement SUN.

PROCESSUS 1

- **Lancement de SUN ou événement de haut niveau mettant en évidence la nutrition :**

Au *Tchad*, un forum national de la nutrition est en cours d'organisation. *Au Burkina Faso*, un grand atelier multi-acteurs a eu lieu une semaine après l'auto-évaluation, sous le parrainage du Premier ministre en présence de tous les représentants des principaux ministères concernés par la malnutrition chronique dans le but d'identifier les interventions prioritaires dans chaque secteur, et les résultats obtenus. Le *Bangladesh* a lancé la politique nationale de nutrition et le plan d'action d'investissement du pays et a célébré la semaine de l'allaitement maternel aux niveaux infranational et national ; Une campagne vitamines A-Plus a également été lancée ; *L'Indonésie* a organisé un événement sur l'enrichissement des aliments à la fin du mois d'août 2014, auquel ont participé toutes les parties prenantes, notamment, le secteur privé, ainsi qu'un atelier de haut niveau sur l'alimentation. Le Gouvernement du *Cambodge* prépare la Journée nationale de la nutrition qui aura lieu le 6 novembre prochain et la CIN2 (rapport national établi sur la sécurité alimentaire et la nutrition).

- **Réseau des Nations Unies, Initiative REACH :**

En *Mauritanie*, les activités ont pris un nouvel élan avec la nomination d'un nouvel animateur REACH (venant de l'UNICEF). *Au Sénégal*, le premier ministre a décidé de l'adhésion du pays à l'initiative REACH. REACH est mis en œuvre en *Guinée Conakry* - la nomination d'un animateur est attendue.

- **Engagement de la société civile dans les plates-formes multi-acteurs SUN :**

En *Côte d'Ivoire*, un réseau de donateurs a été mis en place, et est constitué d'ONG internationales (Action Contre la Faim (ACF), Helen Keller International (HKI)). *Au Burkina Faso*, le Réseau des donateurs pour la nutrition existe (avec les donateurs et d'autres partenaires), mais sera divisé par la création d'un réseau de donateurs et d'un réseau de la société civile avec le soutien d'Action Contre la Faim. *En Guinée-Conakry*, le Réseau de la société civile a été établi lors de la première réunion qui s'est tenue au Conseil national des organisations de la société civile de Guinée (CNOSC-G) ; les outils de gestion pour le projet commun ont été définis. *En Sierra Leone*, la plateforme de la société civile a créé des réseaux de districts. *Au Togo*, la mise en place d'un réseau de la société civile est une priorité.

- **Engagement du secteur privé dans les plates-formes multi-acteurs :**

- En *Mauritanie*, le secteur privé participe aux réunions de la plate-forme (dès l'atelier d'auto-évaluation). Au *Burkina Faso*, un groupe du secteur privé existe mais n'a pas été constitué formellement en un réseau. En *Tanzanie*, la plate-forme du secteur privé est encore en cours d'organisation. En *Zambie*, le Réseau du secteur privé fournira des orientations sur la façon de collaborer avec le secteur privé. Après la première participation à l'atelier d'auto-évaluation, les entreprises en *Guinée-Conakry* songent à s'organiser en réseau.

- **Engagement du secteur universitaire dans les plates-formes multi-acteurs :**

En *RDC*, un réseau scientifique a été lancé. Au *Burkina Faso*, la création d'un réseau du secteur universitaire est envisagée, mais la mise en œuvre est plus complexe. Au *Kenya*, le réseau du secteur universitaire a tenu une réunion à ce jour.

- **Engagement des parlementaires dans les plates-formes multi-acteurs :**

En *République démocratique du Congo*, un réseau parlementaire a été mis en place ;

- **Réunir tous les secteurs dans la plate-forme multi-acteurs et renforcer les organismes en charge de la coordination des efforts nationaux visant à améliorer la nutrition :**

- En *Côte d'Ivoire*, la plateforme a été créée, sous forme de Conseil national de la nutrition et a été validée par le premier ministre. Le *Niger* a organisé une grande réunion multisectorielle (dans le cadre de l'Initiative 3N (les Nigériens Nourissent les Nigériens)) du comité de pilotage du programme stratégique regroupant toutes les parties prenantes. Lors de la réunion, tous les aspects et les lignes directrices ont été élaborées pour intégrer les activités de nutrition dans d'autres secteurs. Le plaidoyer par un groupe pour la nutrition a été mené pour le renforcement de la nutrition ; en fin août, le *Cameroun* a mis en place un comité multisectoriel de lutte contre la malnutrition, qui est rattaché aux services du premier ministre. Une feuille de route a été validée. Le *Guinée-Bissau* a organisé trois réunions en 6 mois. Le *Burundi* a mis en place un groupe de travail technique avec les différents représentants des secteurs de l'agriculture, la santé, l'éducation, le développement local, la solidarité et l'environnement ... Les groupes de travail ont été formés par décret (constitués de techniciens, de partenaires et d'ONG). Au *Tchad*, le Centre de nutrition et de technologie alimentaire (CNTA) est devenu une direction interministérielle. Au *Burkina Faso*, la MSP et le Conseil national de consultation sur la nutrition se sont réunis pour la première fois (la MSP se réunit deux fois par an) pour définir l'avenir. Le *Pakistan* a créé un groupe de base qui va au-delà du cercle des donateurs et inclut les agences des Nations Unies et les ONG internationales. Le *Cambodge* qui vient de rejoindre le Mouvement a établi un groupe de travail technique avec les ministères et les partenaires de développement ; le ministère de la Santé en *Somalie* cherche à obtenir la participation d'autres ministères. Les services du premier ministre sont fortement engagés. La mise en place d'une plate-forme multi-acteurs est une priorité ; La première réunion est prévue à la fin du mois. Au *Lesotho*, Il existe un bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition rattaché aux services du premier ministre ; sa position est renforcée avec la structure en place - Groupe consultatif national technique avec la participation de plusieurs ministères techniques ; Il existe des groupes de travail sur les micronutriments et l'allaitement ; leur alignement est envisagé.

- **Amélioration de la coordination et de l'alignement des donateurs :**

En *Côte d'Ivoire*, un réseau de donateurs a été mis en place, et est constitué d'ONG internationales (ACF, HKI). L'UNICEF est l'animateur des donateurs. En *RDC* un réseau des donateurs a été lancé. En *Mauritanie*, la première réunion pour identifier un animateur des donateurs a été tenue (15 septembre). Au *Burkina Faso*, le Réseau des donateurs pour la nutrition existe (avec les donateurs et d'autres partenaires),

mais sera divisé par la création d'un réseau de donateurs et d'un réseau de la société civile avec le soutien d'ACF. Le *Swaziland* aimerait recevoir des orientations sur la façon de choisir un animateur de donateurs.

PROCESSUS 2

- **Évaluation de la législation sur la nutrition et des acquis nationaux :**

- En *Côte d'Ivoire* une analyse de la situation et la préparation du processus du Plan d'action ont été lancées ; Au *Niger*, une ordonnance quadripartite (4 ministères) assurant la production, la commercialisation et l'importation du sel iodé a été adoptée. La sensibilisation et diffusion de cette politique (visant à la fois les consommateurs et les producteurs) ont été réalisées. Au *Cameroun*, la nouvelle feuille de route prévoit l'élaboration d'une politique nationale de nutrition d'ici la fin de l'année, et d'une stratégie nationale pour l'alimentation et la nutrition pour le mois de novembre. Le *Sénégal* se mobilise actuellement pour l'analyse des tendances de la malnutrition au cours de la saison sèche (des situations explosives dans certaines régions) ; En *Guinée-Bissau*, de nombreux décrets sur la nutrition datent de la période coloniale mais la Guinée effectuera un inventaire et une mise à jour :

Plusieurs projets de décrets seront soumis à la signature du ministre dans les trois prochains mois, y compris : la politique nationale de nutrition ; les lignes directrices pour l'intégration de la nutrition dans d'autres secteurs ; pour la création de l'alliance nationale pour l'enrichissement des aliments. Une mise à jour du décret concernant le transport et la commercialisation des aliments sera effectuée. Un projet de loi sur la commercialisation des substituts du lait maternel, le sel et l'enrichissement en iode, le contrôle de la qualité et de l'utilisation de l'eau a été rédigé. La nutrition est intégrée dans le programme national d'investissement agricole et dans la Lettre de développement de l'agriculture et de l'élevage. Tous les instruments politiques et juridiques devraient prendre en compte la nutrition. Le *Burkina Faso* travaille sur : une enquête nationale sur la nutrition afin de connaître les différents angles de la prévalence de la malnutrition ; une enquête sur la carence en iode et l'anémie. Le *Guinée-Conakry* a mis en place un code de commercialisation des substituts du lait maternel. Élaboration d'un protocole visant à renforcer la nutrition dans le continuum du système général de la santé et des soins. Terre Des Hommes a commencé cette semaine une analyse de la situation sur le niveau de capacités nécessaires dans les ministères clés (commerce, santé, agriculture, industrie, environnement, finance). En *Namibie* le Plan SUN a été lancé par le ministère de la Santé et l'initiative pour l'engagement en faveur de la survie de l'enfant dans la publication « A Promise Renewed » [une promesse renouvelée] a aidé à mettre en évidence ce qui a été fait et ce qui doit être fait. Élaboration d'une stratégie de communication sur la défécation en plein air - une partie de l'approche visant à réduire le retard de croissance. Comprend un certain nombre d'animations différentes, à l'intention des travailleurs de la santé, de la télévision, et de tout autre média. En *Tanzanie*, le premier examen de la stratégie nationale de nutrition a été réalisé ; toutes les parties prenantes ont pu y prendre part ; elles se sont rendu compte de la nécessité d'un cadre commun de résultats (CRF). En outre, la révision de la politique d'alimentation et de la nutrition est en cours et sera suivie par le CRF et la matrice de redevabilité. Un accent immédiat est placé sur la stratégie de plaidoyer au niveau national et un atelier sur la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication à la mi-septembre. Le *Mozambique* examine la grande partie de ses politiques et son cadre juridique. Le *Zambie* revoit sa loi sur l'alimentation et la nutrition ; un document y afférent devrait être prêt d'ici la fin de l'année prochaine. Le renforcement de capacités des ressources humaines de cinq ministères techniques, et l'évaluation des besoins en capacités ont été réalisés. L'*Indonésie* vient de terminer une étude sur la nutrition qui servira de base à l'intégration de la nutrition dans le prochain plan de développement du Millénaire (plan quinquennal de développement à moyen terme) de façon à en faire une question intersectorielle ; le *Bangladesh* a lancé la politique nationale de nutrition et le plan d'action du Plan national d'investissement et a célébré la semaine de l'allaitement maternel aux niveaux infranational et national ; une campagne vitamines A-Plus a également été entreprise ; la *Somalie* a adopté une politique

nationale de nutrition depuis les deux dernières années ; le ministère de la Santé et les partenaires ont élaboré un plan d'action. Le *Swaziland* élabore la stratégie de communication pour le changement de comportements ; il souhaite finaliser la politique de nutrition et élaborer des plans d'action de la stratégie et un cadre de suivi-évaluation. Au *Lesotho*, un projet de politique nationale de nutrition existe mais n'a pas encore été envoyé au parlement. Un cadre de résultats existe également et devra intégrer le CRF

PROCESSUS 3

- **Systèmes d'information :**

Namibie : Suivi et évaluation du plan de mise en œuvre, seul un plan triennal s'achevant à la fin de l'année prochaine avec un effort nécessaire pour un processus continu de suivi-évaluation. La *Sierra Leone* a élaboré un outil de suivi-évaluation, l'a testé dans les provinces et attend les résultats. Il a été difficile d'obtenir les résultats des provinces affectées par la fièvre Ebola ; Au *Népal*, six ministères commenceront à mettre en œuvre le programme de nutrition dans 6 districts. Les systèmes de suivi-évaluation de différents secteurs sont en cours de révision afin que toutes les activités multisectorielles soient synchronisées. La *Somalie* a un système de suivi-évaluation commun pour la santé et la nutrition. Elle envisage l'élaboration d'un tableau de bord, d'un système national d'information

- **Élaboration de cadres communs de résultats :**

En *Côte d'Ivoire*, une analyse de la situation et la préparation du processus du Plan d'action ont été lancées. En *Guinée Conakry*, la politique de nutrition et le plan d'action multisectoriels sont en cours de finalisation. En *Mauritanie*, la mise à jour du Plan d'Action Intersectoriel pour la Nutrition (PAIN).sera achevée avant l'Assemblée mondiale de SUN. La *République kirghize* a indiqué que l'approbation des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition ferait l'objet d'une large consultation - les parlementaires aident à atteindre cet objectif - et les programmes multisectoriels couvriraient la période de 2014 à 2017, une fois les déficits de financement comblés. Le *Laos* a officiellement intégré les interventions prévues dans le plan d'action convergent au budget du secteur de la santé même si des fonds doivent encore être mobilisés. Le *Bangladesh* a organisé une formation sur la nutrition à l'intention des sages-femmes dans le cadre de la journée internationale des sages-femmes ; *Les Philippines* ont indiqué qu'ils sont sur le point de finaliser le plan de nutrition 2015 - 2016 et mettent en œuvre les activités liées aux mille premiers jours de vie.

- **Décentralisation des plans nationaux au niveau provincial :**

- Au *Kenya*, les bureaux de coordination de la nutrition ont été mis en place dans un certain nombre de districts régionaux et leur personnel a été certifié après une formation conjointe avec les ministères de l'Agriculture et de la Santé (14 régions n'ont pas encore été préparées). La MSP regroupe les secteurs de l'agriculture, la pêche, l'élevage, les sociétés civiles intervenant spécifiquement dans le domaine de la nutrition, les administrations des comtés, en espérant voir 6 autres comtés s'y joindre d'ici septembre et octobre. En *Namibie* : l'accent est mis sur le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène puisque la défécation en plein air reste élevée dans le pays et l'on estime qu'elle est le facteur principal contribuant au retard de croissance. L'accent est ainsi mis davantage que sur d'autres secteurs afin de mettre en œuvre une approche communautaire relative à l'assainissement, en collaboration avec les ministères de l'Agriculture et de la Santé. Les secteurs ont conjointement convenu d'utiliser les mêmes indicateurs pour mesurer le succès. À commencer par 2 ou 3 régions sur les 14 que compte la Namibie - ils partageront les résultats. Renforcement des capacités des OSC à mettre en œuvre des interventions spécifiques à la

nutrition ou qui y contribuent, le but est d'améliorer les initiatives communautaires relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène ainsi qu'aux moyens de subsistance. Grâce à l'éducation en travaillant avec le MdE et les collègues des agences de l'ONU pour encourager les jeunes et les adolescents à rester à l'école, réduire les grossesses chez les adolescentes, ce qui aura un impact sur les taux d'allaitement, etc.

- **Budgétisation**

Au *Mali*, lancement du plan d'action multisectoriel de la nutrition qui a été inscrit au budget ; les interventions futures porteront sur la publication de ce document. Au *Cameroun*, une fois la stratégie nationale élaborée, l'évaluation du coût du CRF va commencer.

PROCESSUS 4

- **Suivi financier et mobilisation des ressources :**

Suivi financier et plaidoyer

Le *Burundi* a des stratégies pour mobiliser des fonds pour les interventions (fonds du PAM pour un atelier de sensibilisation à l'intention de tous les partenaires, pour lancer officiellement le Groupe de travail technique sur le renforcement des capacités ; lancement des activités et initiatives clés adoptées par le Gouvernement ; création de jardins potagers dans tous les ménages à travers le pays ; formation des formateurs (agronomes et gestionnaires de la santé nationale) sur les techniques d'opérationnalisation des interventions clés du Gouvernement). Le *Ghana* met en place un système de suivi financier. En *Sierra Leone*, une cartographie des parties prenantes a été effectuée. Une base de données des organisations et des ressources est en cours d'élaboration. Les donateurs sont encouragés à s'aligner sur le volet concernant les interventions spécifiques à la nutrition. En outre, l'épidémie d'Ebola peut inciter à l'établissement d'une ligne budgétaire spécifique à la nutrition et attirer des ressources. En *Tanzanie*, un examen des dépenses publiques a été entrepris. En *Zambie* le chiffrage est achevé ; l'analyse de l'écart de financement va commencer et le soutien du ministère des Finances sera sollicité ; le système de suivi financier est à l'étude ; un comité spécial du président est en cours de création ; le Gouvernement souhaite que chaque ministère crée une ligne budgétaire pour la nutrition ; partage les informations avec le Secrétariat. Le Réseau des donateurs au *Pakistan* a terminé l'évaluation du suivi des ressources en matière de nutrition qui a identifié les lacunes dans le financement fournis par les donateurs. Grâce à l'identification des financements au cours de la dernière réunion nationale de coordination de la nutrition au *Népal*, la mise en œuvre du programme multisectoriel de nutrition a démarré. Le *Lesotho* est à la recherche de fonds pour répondre au problème du retard de croissance ; il reçoit le soutien d'Irish Aid

2) Communications importantes du SMS à l'intention des pays :

- **État d'avancement du rapport annuel 2013 - 2014 du Mouvement SUN** (*veuillez-vous référer aux points de discussion envoyés avant les appels*)
- **Nouvelles sur la préparation de l'Assemblée mondiale 2014 du Mouvement SUN** (*veuillez-vous référer aux points de discussion envoyés avant les appels*)
- **Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2)**

Beaucoup d'informations sont disponibles sur le site Web de la CIN2 : <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/information/participants/fr/>

Par exemple, chaque pays disposera de 3 places dans la salle. La délégation peut être plus grande, mais seules 3 personnes seront en mesure de rester dans la salle. Hier, les missions des États membres ont tenu une réunion d'information sur la logistique (voir la présentation PPT ci-jointe En anglais). Autant que possible, la désignation des délégations doit se faire sur le site Web <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/information/registration/fr/> par les représentations nationales à Rome. Si le pays n'a pas de représentation à Rome, merci d'écrire à ICN2-Registration@fao.org. Pour participer à la CIN2, les fonctionnaires doivent être désignés par leurs pays respectifs et leurs noms doivent figurer sur la liste officielle de la délégation. Les observateurs sont des acteurs non étatiques, les agences des Nations Unies et les organisations intergouvernementales. Il existe également des mécanismes pour l'inscription de ces parties prenantes (Information également disponible sur la page : <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/information/inscription/NSA/fr/>) Pour toute autre information nécessaire, un message peut être envoyé à : icn2consultation@who.int